



**AMÉRIQUE
LATINE**



D 2071 • AmL9
16-30 avril 1996

Diffusion de l'information sur l'Amérique latine

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69002 Lyon - France • Tél. 72 77 00 26 - Fax 72 40 96 70

MOTS-CLEFS
Mondialisation
Nord-Sud
Droits de l'homme
NOEI
Transformation sociale
Néolibéralisme
Indiens
Culture autochtone
Démocratisation
Injustice

DIALOGUE ENTRE LES PEUPLES LATINO-AMÉRICAINS POUR SAUVER NOTRE IDENTITÉ DE GRANDE PATRIE

Une "Rencontre sur les peuples latino-américains" a eu lieu à Buenos Aires les 13 et 14 octobre 1995. Y participèrent, entre autres, Adolfo Pérez Esquivel, Rigoberta Menchú Tum, Samuel Ruiz, Pedro Casaldáliga, Mercedes Sosa. Ils ont diffusé le texte que l'on pourra lire ci-dessous.

La traduction ici présentée a été faite à partir de la version "légèrement allégée" parue dans Carta a Las Iglesias, 16-31 octobre 1995 (revue du service d'information du Centre pastoral de la UCA - Université d'Amérique centrale José Simon Cañas, San Salvador, El Salvador).

Présentation

Au moment où s'achève un siècle qui fut dur, il nous paraît indispensable, au nom des marginaux de ce continent, de convoquer à un dialogue en faveur de l'espérance et de la dignité qui restent encore des idéaux, en dépit du fait qu'ils apparaissent inaccessibles à l'immense majorité des habitants d'Amérique latine et des Caraïbes. Aux portes d'un nouveau millénaire, les sociétés développées sont toujours plus opulentes et nos terres toujours plus pauvres et retardataires. La soumission actuelle du monde à un seul pôle entraîne une bipolarité croissante entre les cas extrêmes de privilèges et les cas de privations, également extrêmes. Les politiques néolibérales dont l'épuisement est déjà notable dans la majeure partie des pays qui leur ont servi de laboratoire, ont poursuivi de manière encore plus brutale ce qui, depuis cinq siècles, semble être une fatalité qui condamne les pays du

Sud à n'avoir d'autres aspirations que celles d'un destin désolant.

La fin des dictatures en Amérique latine n'a suscité ni le développement économique, ni le bien-être, ni la justice sociale. Loin de renforcer la démocratie, le néolibéralisme favorise la détérioration de la qualité de la vie et l'accroissement du chômage, contraignant les secteurs populaires à accepter ce qu'on appelle les pactes sociaux et autres formules similaires qui restreignent les conquêtes revendicatrices et les espaces démocratiques conquis au cours de nombreuses années de lutte.

Pour comprendre le moment que nous vivons il faut changer de point de vue. Ce n'est qu'à partir du monde des appauvris et des dépossédés de la terre que doit être éthiquement saisie la globalité de notre réalité sociale.

Cadre général

Sur notre continent, la décennie 80 est

considérée comme celle des "années perdues" pour le développement. La priorité absolue donnée au paiement de la dette extérieure a fortement détérioré les services sociaux, aggravant l'absence de ressources pour l'éducation, la santé, l'habitat, les salaires et la création d'emplois. Cette situation s'accroît du fait des politiques néolibérales d'ajustement, de dérégulation, de capitalisation et de privatisations imposées par le capitalisme, qui excluent les deux tiers de l'humanité. Il en résulte que les pays du tiers monde sont contraints - du fait de leur endettement croissant et des politiques imposées par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale - de fournir aux banques et aux sociétés multinationales des revenus qui constituent une "appropriation" illégitime de la part des pays riches.

En ce qui concerne les flux financiers externes, de 1984 à 1991 les économies des pays en développement ont

transféré aux pays industrialisés une moyenne annuelle de 25 milliards de dollars... qui auraient été nécessaires à l'investissement productif et au développement humain de ces pays. En même temps la dette extérieure latino-américaine s'est accrue - de 1982 à 1987 - de 311 à 422 milliards de dollars.

Le vaste processus du demi-millénaire d'expropriation de la richesse, à travers les divers mécanismes du marché mondial et, parfois, au moyen de l'intervention militaire (dictatures, invasions, conflits armés, répressions) a creusé une différence abyssale dans les conditions de vie entre la population du dit premier monde et celle du tiers monde ; un seul monde, en réalité, avec une distribution inégale de la richesse et du pouvoir.

Rien n'indique que les orientations de ce système politico-économique - qui tolère chaque année la mort de treize millions d'enfants du fait de maladies sociales facilement contrôlables - modifieront la direction désastreuse prise tout au long de la vie et de l'histoire de nos peuples.

Culture et éducation

La culture est transformée progressivement en une marchandise de plus, subordonnée à des patrons "globalisés" sous la domination d'une industrie culturelle. Selon l'UNESCO : "Il y a industrie culturelle quand les moyens et services informatifs sont produits, reproduits, commercialisés, stockés ou distribués en accord avec les entrepreneurs industriels et commerciaux, à savoir à grande échelle et conformément à une stratégie basée davantage sur des considérations économiques que sur le développement". Depuis 500 ans de marginalité et de ségrégation, l'émergence des indigènes est un phénomène surprenant. Ils étaient en effet les moins bien placés pour contribuer à la transformation de la société. On disait qu'ils ne voulaient pas changer, qu'ils voulaient seulement garder leurs coutumes. Ils ne se trouvaient pas, loin de là, au centre des moyens de production et ils n'avaient aucune possibilité d'influer sur le changement social. Cette situa-

tion était le contraire, pensait-on, de celle des ouvriers qui, immergés dans le système productif, pouvaient influencer profondément sa transformation et être les acteurs de son changement.

L'indigène apparaît soudain dans l'histoire de façon inattendue. En dépit de sa marginalisation depuis son écrasement, une forte prise de conscience s'est manifestée, en vue d'un changement social, et elle pose clairement la gravité d'un asservissement culturel insuffisamment pris en considération dans notre continent.

L'indigène, et c'est nouveau, se manifeste aujourd'hui comme sujet de sa propre histoire et, par la même occasion, offre à d'autres acteurs d'intervenir dans le vaste mouvement de transformation sociale. Par ailleurs, de nouveaux facteurs ont la possibilité d'entrer dans le jeu : l'écologie avec ses exigences de survie liées à celles de la justice ; la situation de la femme qui souffre de discrimination dans les ethnies et les systèmes existants ; les Noirs et les Asiatiques, victimes d'oppressions économiques et culturelles. Dans la majorité de nos pays la situation globale de l'éducation est profondément détériorée par l'imposition des politiques néolibérales. Celles-ci sont la cause de l'augmentation alarmante de l'analphabétisme et de la désertion scolaire, de l'inexistence d'un budget pour l'éducation publique subordonné aux exigences des créanciers internationaux. L'éducation et la science étant des pièces maîtresses du processus de restructuration capitaliste, ce qui signifie, au niveau mondial, polarisation croissante et exclusion sociale, il n'est pas surprenant que l'intérêt se soit porté ces dernières années sur ces domaines, y compris de la part de la Banque mondiale. Mais on privilégie l'enseignement privé, et les centres de recherche scientifique sont relégués à la portion congrue avec les conséquences qui s'ensuivent.

Droits de l'homme et démocratie

De quelle démocratie parle-t-on lorsque le peuple est exploité et marginalisé et que son avenir est hypothé-

qué ? Dans la majeure partie des pays du continent les concepts et les pratiques qui prévalent se réfèrent à ce que l'on appelle les "démocraties formelles", où l'autoritarisme et les violations des droits de l'homme sévissent toujours, avec leur cortège de tortures, de disparitions forcées, de persécutions et de contrôle social. Cette conception formelle et utilitariste, avec les pratiques qu'elle entraîne, transforme le processus démocratique en un instrument plutôt stratégique, c'est-à-dire la perpétuation de la domination avec des apparences de liberté et des droits restreints, quand ils ne sont pas bafoués.

En Amérique latine et aux Caraïbes, à des degrés divers, deux autres facteurs interviennent : l'immixtion de pays tiers, spécialement les États-Unis, dans les affaires internes de nos nations, et l'emprise des forces armées qui, dans certains cas, est toujours déterminante.

Les élections font certes partie du système démocratique, mais cela n'entraîne pas pour autant la pratique intégrale de la démocratie ; le respect des droits de l'homme doit en être un élément intégrant. Actuellement la conception des droits de l'homme est profondément "occidentale", et elle n'engage pas tellement la pratique effective de ces droits. La lutte pour les droits de l'homme doit imposer des limites au pouvoir mais, en dernière instance, cette seule limite ne permet pas de concevoir et de mettre en oeuvre de façon permanente, les droits de l'homme comme *utopie*.

Il est clair que c'est l'État qui est au centre des violations, et l'État étant l'instrument du pouvoir économique, notre lutte doit s'orienter également, pour atteindre les causes du conflit, vers les groupes hégémoniques.

Droits de l'homme et développement

En observant la réalité et les expériences de vie de nos peuples, nous constatons l'énorme abîme qui sépare les concepts de la pratique, et nous voyons qu'un grand nombre d'hommes et de femmes subissent la discrimination, la misère et l'intolé-

rance. Dans la vie quotidienne, en fait, tous ne naissent pas égaux et tous n'ont pas la possibilité d'exercer leurs droits à l'égalité.

Il suffit de rappeler quelques situations douloureuses qui portent atteinte au droit des peuples à leur autodétermination : l'invasion du Panama, de Grenade, les interventionnismes militaires, sous le prétexte de défendre la liberté et la démocratie, au Nicaragua, en El Salvador, au Guatemala, au Honduras, en Haïti, ainsi que le blocus économique exercé par les États-Unis contre le peuple cubain, en dépit de deux résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies en faveur de la levée de ces sanctions.

L'exigence de la démocratie a donné lieu à un débat sur la souveraineté du peuple, sur le droit de celui-ci à l'autodétermination et au développement, à la mise en vigueur des droits culturels, économiques et sociaux, ainsi qu'au respect des identités des peuples indigènes, à la sauvegarde de l'environnement et au droit à la paix.

Conclusion et convocation

Cette synthèse succincte doit nous amener à réfléchir et à inventer des

alternatives concrètes en vue de surmonter la grave crise que nous subissons. Cette réflexion, nous devons la partager avec toute l'Amérique, avec les organisations populaires et avec les secteurs sociaux, ainsi qu'avec les dirigeants de nos pays. A partir de cette réflexion, il nous faut développer des politiques en accord avec la vie et les nécessités des peuples. A savoir :

- l'exercice de leur droit à l'autodétermination et à la souveraineté,
- l'intégration du continent latino-américain et des Caraïbes,
- des politiques de développement régionales et intégrées avec les peuples frères, ainsi que le traitement en commun de la dette extérieure qui est un frein au développement,
- favoriser la production et l'appropriation de la connaissance en vue du développement de nos peuples : la maîtrise de la science, de la culture et de l'éducation,
- préserver l'environnement, les ressources naturelles et économiques,
- élaborer des politiques économiques dépassant le néolibéralisme qui a démontré son incapacité à répondre aux besoins des peuples.
- favoriser la recherche de voies

alternatives d'économies solidaires, de coopération et de développement des peuples,

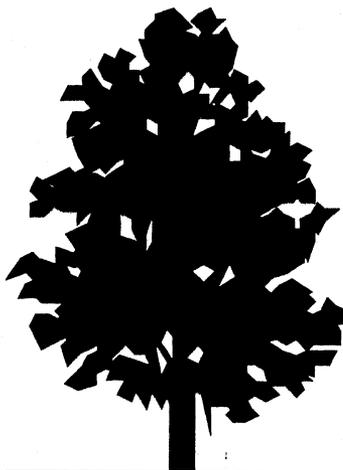
- promouvoir les droits de l'homme comme valeurs indivisibles dans la construction démocratique participative,

- respecter la diversité et l'identité des peuples indigènes, les droits des enfants, des femmes, des personnes handicapées et du troisième âge, entre autres, et la promotion d'une éducation interculturelle,

- respecter la liberté religieuse, - renforcer les institutions et les instruments interaméricains d'intégration, sans exclusions, de même que les organisations non gouvernementales qui contribuent et participent au cheminement des peuples,

- bannir la misère et l'analphabétisme, et promouvoir des politiques sociales adéquates dans les domaines de la santé et de l'éducation.

Traduction DIAL. En cas de reproduction, mentionner la source DIAL.



Directeur de la publication : Alain Durand

Imprimerie des Monts du Lyonnais - Commission paritaire de presse : 56249

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 LYON • Tél. 72 77 00 26 • Fax 72 40 96 70 • E-mail : dial@globenet.gn.apc.org.

Abonnement annuel : France 395 F • Europe 440 F • Avion Amérique latine 500 F • USA-Canada-Afrique 490 F • Prix d'un dossier : 6 F

Points rencontre à Paris : CEDAL (Centre d'Etude du Développement en Amérique latine) - 43 ter, rue de la Glacière - 75013 Paris
Tél. (1) 43 37 87 14 - Fax (1) 43 37 87 18 et Service Droits de l'Homme - Cimade - 176, rue de Grenelle - 75007 Paris - Tél. (1) 44 18 60 50
Fax (1) 45 55 28 13.